

## Burundi : FIDH et Amnesty pressent la communauté internationale d'agir

@rib News, 26/04/2016 - Source AFP La FIDH et Amnesty International ont d'annoncé mardi les meurtres, tortures et viols commis depuis le début de la crise politique qui a éclaté il y a tout juste un an au Burundi, appelant la communauté internationale à agir "de toute urgence".

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et son organisation membre au Burundi (Iteka) évoquent dans un communiqué une "crise politique sanglante caractérisée par de graves violations des droits humains commises en grande majorité par les forces de sécurité burundaises sur ordre des autorités". Elles racontent notamment la mort d'un étudiant de 17 ans, le 26 avril 2015, "assassiné à bout portant par un policier alors qu'il était à genoux sur la voie publique et avait les bras en l'air" et appellent "la communauté internationale à agir de toute urgence pour enrayer le cycle meurtrier de la violence". Le Burundi est confronté à une recrudescence des violences, un an après l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat obtenu en juillet, qui a plongé son pays dans une très grave crise politique. Lundi, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) Fatou Bensouda a annoncé l'ouverture d'un examen préliminaire, à l'appui d'une éventuelle enquête, sur les violences commises au Burundi depuis avril 2015. Selon un responsable onusien en poste à Bujumbura, ces violences ont déjà fait plus de 500 morts, tandis que le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés estime désormais à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays. La FIDH et Iteka estiment elles à au moins 700 le nombre de tués depuis le début de la crise. "Des centaines de personnes" ont également été "torturées" et "plusieurs dizaines de femmes victimes de violences sexuelles", ajoutent ces deux organisations, comptabilisant par ailleurs 4.300 détenus et 800 disparus. "Les Burundais ont payé un lourd tribut dans cette escalade de violence des 12 derniers mois", a déclaré de son côté Muthoni Wanyeki, directrice régionale d'Amnesty International, citée dans un communiqué. "Les meurtres, les tortures, les arrestations arbitraires et les disparitions forcées ont atteint des niveaux alarmants", a-t-elle ajouté. Regrettant un "déclin profond envers les droits humains", elle a appelé à ce que "ces violations fassent l'objet d'enquêtes impartiales et que les individus soupçonnés d'en être responsables, dont ceux qui représentent l'appareil d'Etat, soient poursuivis dans des procès équitables". Après adoption d'une résolution au Conseil de sécurité le 2 avril, l'ONU planche sur l'envoi d'une présence policière onusienne au Burundi, les préconisations allant de 3.000 à quelques dizaines d'agents.